



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général de la défense  
et de la sécurité nationale**

Agence nationale de la sécurité des  
systèmes d'information

**Le Directeur général**

Paris, le **15 AVR. 2024**  
N° **729** /ANSSI/SDE

**DECISION DE QUALIFICATION**  
**D'UN SERVICE**

**ORANGE CYBERDEFENSE FRANCE**  
**RCS 512 664 194**  
54, Place de L'Ellipse  
92983 Paris La Défense Cedex

Le directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information,

Vu la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour les années 2014 et 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale ;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005, modifié, relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement, notamment ses articles 1<sup>er</sup> et 3 ;

Vu le décret n° 2009-834 du 7 juillet 2009, modifié, portant création d'un service à compétence nationale dénommé « Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information », notamment son article 1<sup>er</sup> ;

Vu le décret du 4 janvier 2023 portant nomination du directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information – M. STRUBEL (Vincent) ;

Vu le décret n° 2015-350 du 27 mars 2015 relatif à la qualification des produits de sécurité et des prestataires de service de confiance pour les besoins de la sécurité des systèmes d'information ;

Vu le décret n° 2015-351 du 27 mars 2015 relatif à la sécurité des systèmes d'information des opérateurs d'importance vitale ;

Vu l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 1332-1, L. 1332-2, L. 1332-6-1, L. 1332-6-3, R. 1332-41-I, R. 1332-41-2 et R. 1332-41-12 à R. 1332-41-17 ;

Vu le processus de qualification d'un service, version en vigueur ;

Vu le référentiel d'exigences applicables aux prestataires de détection des incidents de sécurité, version 2.0 du 21 décembre 2017 ;

Vu le référentiel d'exigences applicables aux prestataires de détection des incidents de sécurité pour les besoins de la sécurité nationale, note n° 3464/ANSSI/SDE/PSS/BQA/DR du 10 septembre 2019 ;

Vu le dossier de demande de qualification déposé par ORANGE CYBERDEFENSE FRANCE ;

Vu le rapport d'évaluation de la conformité de la société ORANGE CYBERDEFENSE FRANCE au référentiel d'exigences applicables aux prestataires de détection des incidents de sécurité,

Décide :

- Art. 1<sup>er</sup> – Le service de détection des incidents de sécurité portant le nom SECURITY EVENT INTELLIGENCE - PDIS, ci-après désigné « le service », fourni par la société ORANGE CYBERDEFENSE FRANCE, ci-après désigné « le fournisseur » respecte les règles du référentiel d'exigences applicables aux prestataires de détection des incidents de sécurité et est qualifié, sous réserve du respect des conditions d'utilisation énoncées en annexe.
- Art. 2 – La présente décision est conditionnée au respect par le fournisseur des engagements relatifs au processus de qualification d'un service pris au titre de la demande de qualification.
- Art. 3 – La présente décision atteste de l'aptitude du fournisseur identifié à l'Art. 1er à intervenir sur des systèmes d'information d'importance vitale (SIIV) des opérateurs d'importance vitale (OIV) au titre de la loi de programmation militaire. Elle ne se substitue pas au respect de la réglementation relative à la protection du secret de la défense nationale, notamment l'obligation pour le commanditaire d'une prestation de détection des incidents de sécurité de vérifier que le fournisseur et son personnel respectent les principes régissant l'accès des personnes morales et physiques au secret de la défense nationale.
- Art. 4 – La présente décision est valable pour une durée de trois ans.

Vincent STRUBEL  
Directeur général de l'Agence nationale  
de la sécurité des systèmes d'information

## Annexe

### Conditions d'utilisation du service

La décision de qualification est valide sous la condition énoncée ci-après.

- C1. Le prestataire de détection doit opérer un système de détection qualifié conformément aux conditions d'utilisation définies dans la décisions de qualification dudit système, notamment :
- le système de détection doit disposer d'une base de règles de détection à jour et testées avant d'être importées ;
  - le système de détection doit être déployé dans une enclave de collecte respectant les exigences établies dans le référentiel d'exigences applicables aux prestataires de détection des incidents de sécurité ;
  - des solutions de chiffrement et d'authentification *IPSEC* agréées par l'ANSSI au niveau adéquat et utilisées conformément aux conditions de leur agrément doivent être déployées au plus près du système de détection ;
  - lorsqu'un prestataire de détection supervise les systèmes de plusieurs opérateurs d'importance vitale, le centre de gestion et le centre d'exploitation du système de détection doivent être dédiés à un et un seul opérateur d'importance vitale.